

ATTAL DÉCLARE LA GUERRE SOCIALE



TOUS·TES ATTAQUÉ·ES,

TOUS·TES MOBILISÉ·ES

ZOOM

Éducation. Vers une grande grève de l'éducation

Page 3

INTERNATIONAL

Afrique de l'Est. Éthiopie et Somaliland, l'accord de la discorde

Page 4

ARGUMENTS

Histoire. L'émeute fasciste du 6 février 1934 et la réaction populaire

Page 5

CHAMP LIBRE

Entretien avec Olivier Lainé de la Confédération paysanne (76)

Page 8

Édito

La France dans le camp des génocidaires

Par TOM RID

Vendredi dernier, la Cour internationale de justice, répondant à la requête formulée par l'Afrique du Sud, a ordonné à Israël d'empêcher qu'un génocide ne se produise à Gaza précisant qu'il « existe un risque réel et imminent qu'un préjudice irréparable soit causé » au peuple palestinien à Gaza. Une nouvelle — effarante — qui n'a guère fait les gros titres. Pire, la France, l'Angleterre, l'Allemagne, l'Union européenne assument de fouler aux pieds le droit international et surtout leurs obligations de prévenir et d'empêcher les génocides. Pire encore, le 29 janvier, les États-Unis, le Canada, l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Italie, la Finlande, l'Australie, l'Autriche, les Pays-Bas, la Roumanie et le Japon ont annoncé suspendre leur financement à l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNWRA en anglais). Fondé en 1949 par les Nations-Unies, l'UNWRA est chargé d'organiser et de coordonner l'aide humanitaire en direction des réfugiés palestiniens, 7 millions, dans tout le Moyen-Orient, mais aussi en Palestine et à Gaza où près de 75% de la population sont des réfugiés des guerres de colonisation de 1948 et 1967.

La France de son côté vient d'annoncer qu'elle n'avait pas prévu de nouveau versement pour le premier semestre 2024. À l'origine de cette décision inique, les accusations portées par l'État israélien contre une dizaine de salariés palestiniens de l'UNRWA à Gaza, qui auraient pris part aux massacres du 7 octobre. Une dizaine de salariés sur 30 000 dans toute la région ! Et c'est l'ensemble de l'aide humanitaire en direction des Palestiniens qui est remise en question. En réalité cette attaque contre l'UNRWA vise essentiellement trois objectifs d'Israël.

À court terme, il s'agit de créer un contre-feu médiatique, justement contre la décision de la Cour internationale de justice. À moyen terme, d'augmenter la pression humanitaire sur la population de Gaza : renforcer la famine, la crise sanitaire, les épidémies de manière à pousser les Gazaouiés à quitter la bande de Gaza. À long terme, il s'agit d'en finir avec l'UNWRA, l'une institution internationale qui porte la question des réfugiés palestiniens. Une fois de plus le gouvernement Macron et la plupart des dirigeants de l'Occident ont choisi leur camp, celui des colonisateurs et des génocidaires !

Bien dit

Nestlé a bien eu recours à des systèmes de filtration illégaux, et ses eaux minérales naturelles ont perdu leur statut d'eaux minérales naturelles, cela relève de la tromperie

FRÉDÉRIC NAHON, le procureur de la République d'Épinal, qui a ouvert une enquête préliminaire en novembre 2022.

À la Une

ATTAL DÉCLARE LA GUERRE SOCIALE

TouTEs attaquées, touTEs mobilisées

À peine nommé, le Premier ministre Attal essuie déjà la tempête. Son gouvernement, encore incomplet à l'heure où nous écrivons ces lignes, insupporte déjà. Les sondages ont beau dire qu'il recueille le meilleur score d'opinions positives (39%) parmi tous les Premiers ministres de Macron, les opinions négatives restent supérieures (40%) !

Il faut dire qu'après les « affaires » des ministres, le feuilleton Oudéa-Castéra, voilà la rue, ou plutôt les champs, qui lui rappelle que le niveau de vie de la population ne connaît pas les mêmes envolées que les dividendes.

Car, les inégalités continuent de croître. Le coût de la vie des étudiantEs a ainsi augmenté de 25,5% depuis 2017. La semaine dernière, une étude pointait une augmentation de 11,9% des prix de l'alimentation en 2023 par rapport à 2022, avec des pics pour certains aliments (+ 21% pour l'huile d'olive, + 20,4% pour le riz, + 18,9% pour les produits laitiers). Et le prix de l'électricité, déjà insoutenable pour de nombreuses familles, augmente dès le 1^{er} février. Les revenus, les salaires n'augmentent pas dans les mêmes proportions, loin de là !

Le déverrouillage

De cela, pas un mot dans le discours de politique générale de Gabriel Attal du 30 janvier. Plutôt un satisfecit de la politique macroniste depuis 2017 aux accents cocardiers. Et, surtout, un plan de bataille pour une libéralisation accrue (si c'était possible!) dans tous les secteurs : le « déverrouillage » de la France. Terminé le « en même temps » à droite et à gauche, dont on a vu l'équilibre (introuvable) chanceler au cours des années, la macronie fait désormais du « en même temps » à droite et à l'extrême droite, tout en s'en



défendant, tout en s'opposant aux partisans du Frexit (soit le RN!).

Ne nous y trompons pas, si le Premier ministre a annoncé des mesures de libéralisation économique sur tous les fronts, il a aussi donné des gages à tous les réactionnaires et partisans de l'ordre, notamment à propos de la jeunesse. Dans la droite ligne du « Travailler plus pour gagner plus » de Sarkozy, il a annoncé la remise en cause du Smic au motif que trop de salaires en sont proches ! Mais aussi la généralisation du RSA à 15 heures d'activité d'ici le 1^{er} janvier 2025, la suppression de l'allocation spécifique de solidarité (ASS) pour les chômeurEs en fin de droits et la révision des règles de l'assurance chômage. Mediapart l'annonçait le même jour : « L'exécutif étudie

des pistes de réduction des droits au chômage, parmi lesquelles une baisse supplémentaire de 20% de la durée d'indemnisation et un durcissement des règles concernant les seniors ».

Attal veut également réformer l'AME, aide médicale d'État, « par voie réglementaire » et la loi SRU imposant aux communes un taux de logements sociaux, dans lequel il compte inclure « le logement intermédiaire, accessible à la classe moyenne », faisant de fait baisser le nombre de logements sociaux. Sur l'éducation et la jeunesse, il a réaffirmé les annonces sur le collège, le SNU, l'uniforme... et déployé des mesurées en matière de santé. Quant à l'agriculture et l'écologie, on continue droit dans le mur... avec la fierté d'être « dans un gouvernement pronucléaire avec une majorité pronucléaire » !

Construire la convergence des colères

Rien de nouveau, donc, dans ce discours de droite ? Si ! Car la bourgeoisie vit désormais avec des hantises : celle des Gilets jaunes, celle des révoltes de juillet 2023. Elle est bien décidée à poursuivre sa politique en faveur des riches et à faire la chasse aux pauvres, aux classes travailleuses/classes dangereuses en fondant sa légitimité sur la classe moyenne : « Je veux m'adresser à tous ces Français de la classe moyenne, qui ne se plaignent pas alors qu'ils ont souvent le sentiment de subir », a déclaré le Premier ministre. C'est désormais cette classe moyenne que le banquier-président Macron cherche à séduire par la voix d'Attal, en lui montrant le sort qu'il réserve aux pauvres et en la détournant des profondes inégalités qu'il cultive. La macronie a appris de ses voisins, notamment de Meloni en Italie !

Il y a urgence pour les travailleurEs à construire la convergence des colères, à renouer avec le combat d'ensemble en faveur de la répartition des richesses et du respect des droits fondamentaux de se loger, se nourrir, recevoir des soins et une éducation. Nos intérêts sont aussi ceux de la société tout entière pour gagner contre les inégalités sociales criantes, le productivisme, l'agriculture intensive, l'exploitation du vivant et les oppressions !

Fabienne Dolet



Acturama

SOLIDARITÉ AVEC LA LUTTE DES ARGENTINS CONTRE MILEI

Le 24 janvier, devant l'ambassade d'Argentine à Paris, des centaines de manifestantEs se sont rassemblés en soutien de la grève générale appelée le jour même en Argentine.

© Photothèque / Martin Noda / Hans Lucas

L'envol de Gabriel Attal vers le fauteuil de Premier ministre, le 9 janvier dernier, a entraîné son remplacement à Grenelle par Amélie Oudéa-Castéra. Depuis, elle a enchaîné gaffes, bévues et boulettes pour devenir l'emblème de la macronie décadente : un gouvernement de classe (le plus riche de la 5^e République), constitué d'arrivistes et de hors-la-loi, qui défend une vision militaire et réactionnaire de la société.

Oudéa : casse-toi !

La nouvelle ministre ne fait qu'approfondir le sillon ouvert par Blanquer. C'est-à-dire en finir avec l'élévation du niveau de connaissances, d'étude et de diplôme pour toutEs. Les études scientifiques sur les groupes de niveau (mis en place en collège à la prochaine rentrée) montrent qu'ils ont un effet négatif sur les élèves les plus faibles. Macron et ses épigones défendent une école à deux vitesses, centrée sur les apprentissages fondamentaux (mathématiques et français) au détriment de l'ouverture sur le monde (arts, technologie, culture, qui vont être amputés). Nous devons prendre au sérieux l'injonction au « réarmement idéologique » de Macron. Il s'agit de mettre au pas la jeunesse dangereuse (depuis la mobilisation contre le meurtre de Nahel par la police le 27 juin), en insistant sur l'enseignement civique et le service national

ÉCOLE Vers une grande grève de l'éducation

Les syndicats de l'éducation (CGT, FO, FSU, SUD, rejoints par SE-UNSA et SGEN-CFDT) appellent à une grève le 1^{er} février. Cette grève doit être le point de départ d'une mobilisation d'ampleur pour la défense de l'école publique, pour l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail et d'étude.

LES PROFS DOIVENT-ILS S'INSPIRER DES AGRICULTEURS POUR ÊTRE ENTENDUS ?



universel (SNU). C'est le retour des écoles-casernes.

Des moyens, il y en a : à l'école des Castéra !

Lorsqu'on veut détruire un service public, on le prive de moyens : 2500 postes d'enseignants supprimés dans l'école publique à la prochaine rentrée.

Les réformes en cours (notamment en lycée professionnel) masqueront la misère, mais pas pour très longtemps. Ce gouvernement favorise l'enseignement privé, dont le budget (+ 6,7%) croît plus vite que l'inflation. Nous voulons en finir avec le séparatisme scolaire, dont Oudéa-Castéra est l'emblème.

Le NPA revendique la nationalisation immédiate, sans rachat ni compensation, des écoles privées. Nous revendiquons l'augmentation immédiate des salaires et l'amélioration des conditions de travail et d'étude qui permettent à toutes de progresser (limiter les effectifs des classes ; rénovation du bâti...).

Une grève qui doit en appeler d'autres

La grève du 1^{er} février arrive alors que le gouvernement est affaibli, tant par les casseroles de plusieurs ministres que par les mobilisations des agriculteurEs. Nous devons saisir ce moment pour étendre et développer la mobilisation. Déjà, les syndicats de l'éducation du 93 appellent à ne pas faire la rentrée en février, pour obtenir un plan d'urgence pour leur département. Il faut amplifier cette initiative : que chaque établissement, ville ou département appelle à des assemblées générales pour chiffrer les besoins et discuter des prochaines dates de grève.

Raphaël Greggan

ISRAËL/PALESTINE Deux États : solution ou illusion ?

L'exacerbation depuis octobre dernier de la guerre coloniale menée sans fin depuis des décennies illustre encore plus la situation désespérée du peuple palestinien.

Elle démontre les intentions génocidaires et de purification ethnique de l'État israélien au monde entier et son caractère d'apartheid qui n'offre aucun avenir à une population fragmentée, appauvrie et opprimée.

Il n'est pas étonnant que l'accentuation dramatique de cette épuratoire ethnique redonne de la force au projet national palestinien d'un État séparé de l'État juif. Une aspiration à se trouver loin de ses oppresseurs ! Celle-ci est d'ailleurs reconnue, puisque depuis 2012, l'État de Palestine siège à l'ONU, comme dans certaines institutions internationales (UNESCO, CIJ, CPI).

Un État palestinien sans continuité territoriale

Les accords d'Oslo en 1993 représentaient la première marche pour une solution à deux États, avec un État palestinien dans les frontières de 1967, soit la Cisjordanie, Gaza et Jérusalem-Est. Cette solution est la préférée des organisations de gauche traditionnelles comme le PS et le PCF, en respect du « droit international ». Elle a aussi la faveur des sionistes de gauche qui y voient la préservation d'un

État juif. Selon les sondages effectués en Palestine, cette solution arrive en tête des aspirations des personnes interrogées : presque 54% des Palestiniens voudraient un État palestinien contre toute autre solution. Si le nombre de personnes favorables a pu varier depuis les accords d'Oslo, c'est que bien souvent le soutien à une solution dépend de la perception de sa faisabilité. Les frontières de 1967 donnent 22% de la Palestine historique aux Palestiniens pour une population aujourd'hui presque dix fois supérieure à celle de 1948. Comme dans le plan de partage de 1947, Gaza demeure isolée du reste de la Cisjordanie. Le territoire de l'État palestinien est donc morcelé. Les accords d'Oslo ont encouragé le morcellement de la Cisjordanie, où 144 colonies sont présentes, avec 500 000 colons résidents. Le réseau routier favorise les colonies juives et oblige les Palestiniens à des détours pour naviguer d'une ville à l'autre et traverser des zones sous contrôle israélien. Le même phénomène de grignotage se déroule à Jérusalem et à Hébron, deux lieux importants pour toutes les communautés. Il n'y a pas de continuité territoriale ni entre ni

au sein des territoires palestiniens, la situation aujourd'hui est celle du contrôle israélien sur tout le territoire de la Palestine historique.

Droit au retour

Outre les problèmes de continuité territoriale, un État dans les frontières de 1967 ne pourrait accueillir les nombreux réfugiés expulsés en 1948 et en 1967, si le droit au retour était appliqué. Ils sont plusieurs millions, pour beaucoup encore dans des camps de réfugiés au Liban et en Jordanie. Leur droit au retour effectif — d'ailleurs ignoré dans

les accords d'Oslo — est donc de fait fortement compromis par une solution à deux États. Enfin, même s'il rassure le projet sioniste, une large partie de la classe dirigeante israélienne ne souhaite pas la création d'un État palestinien viable même sous les conditions actuelles. L'expression « De la mer au Jourdain » est dans la charte du Likoud et définit sans ambiguïté un projet politique dans lequel les Palestiniens disparaissent d'une manière ou d'une autre. Depuis 1993, les Palestiniens ont eu l'illusion d'avoir un État. Les accords d'Oslo ont entériné une fausse symétrie qui a permis de proposer une solution à deux États. Celle-ci a permis de proposer une solution à deux États dont les aspects pratiques et concrets montrent qu'ils sont inatteignables sans une modification drastique du rapport de forces. En l'état, sans jeu de mots, il s'agit surtout d'une illusion.

Édouard Soulier

PALESTINE VERS UNE SOLUTION A UN OU DEUX ÉTATS ?



No comment Il faut désmicardiser la France

GABRIEL ATTAL, déclaration de politique générale du 30 janvier

Agenda

Jeudi 1^{er} février, manifestation européenne stop génocide, en solidarité avec la Palestine, Bruxelles. À 17h, devant le Sommet européen à Bruxelles. Plus d'infos sur : <https://urgence-palestine.com>

Vendredi 2 février, rencontre autour du livre De Nantes à Brest, les trotskistes dans la guerre (1939-1945), Quimper. À 18h, Halles Saint-François, salle 1.

Samedi 3 février, manifestation pour l'abrogation de la loi Darmanin, Paris. À 14h, République.

Lundi 5 février, rencontre de La Brèche sur Lénine avec Olivier Besancenot et Ludivine Bantigny, Paris. À 19h, à la librairie La Brèche, 27 rue Taine, Paris 12^e.

Jeudi 8 février, meeting jeunes avec Philippe Poutou, Toulouse. À 18h, local du NPA 31, 9, rue Comeille, métro Arènes.

Samedi 10 février, manifestation contre l'extrême droite, Paris. À 15h, République, à l'appel de la CGT Paris.

Samedi 24 février, marche pour l'Ukraine, Paris. À 14h, République.



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

L'Anticapitaliste.org

L'Anticapitaliste l'hebdou du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage :
6500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Fabienne Brifault

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

MAGHREB Tunisie: le lent naufrage

Mi-janvier deux adolescents tunisiens ont été retrouvés morts de froid dans un bateau frigorifique en direction de l'Italie. Ils s'y étaient cachés pour s'exiler en Europe pour un avenir meilleur.

Ce drame suivait celui de la mort de 40 migrants tunisiens quelques heures après leur départ en mer de Sfax. Les migrants en partance de cette ville côtière de Tunisie sont en très grande majorité des personnes venues d'Afrique subsaharienne mais presque un migrant sur cinq partant de Tunisie est originaire de ce pays.

Grave crise économique

La situation politique et économique désastreuse du pays pousse les gens au départ vers l'Europe, et la Tunisie est devenue également depuis plusieurs mois un pays de transit pour la traversée. La Tunisie connaît une grave crise économique: pénurie de produits alimentaires, hausse des prix et endettement abyssal de l'État. Et dans un pays déjà extrêmement libéralisé depuis les années sous Ben Ali, les réformes libérales ne se sont pas arrêtées après la révolution. Le pays est très endetté, et la seule sortie proposée est de continuer à emprunter en acceptant les réformes du FMI. Coincé dans cette logique contre laquelle il n'a aucune solution, l'actuel président Kaïs Saïed s'enfoncé dans le totalitarisme. Plusieurs dizaines d'opposants ont été arrêtés sous des prétextes complètement inventés. Alors que le peuple tunisien commémore le 12^e anniversaire de la Révolution, même les journalistes ne sont pas épargnés par la prison. Le 10 janvier dernier, Zied El Heni, journaliste indépendant comparaisait dans le pays pour «outrage», face à une ministre du gouvernement tunisien qu'il avait critiquée, à la radio IFM. Le procureur a requis le placement en détention immédiat en vertu d'une loi qui confère aux autorités des pouvoirs étendus permettant de réprimer la liberté d'expression.

Racisme d'État

L'autre facette de la politique de Kaïs Saïed est de s'enfoncer dans le racisme le plus immonde en ciblant les migrantEs noirEs en transit. En acceptant de jouer les gardes-frontières pour l'Europe, près de 70 000 migrantEs ont été arrêtés en 2023 par les forces tunisiennes alors qu'ils tentaient de traverser la Méditerranée. Depuis l'été 2023, les NoirEs d'Afrique subsaharienne en Tunisie sont victimes de chasses à l'homme et de véritables pogroms sous le regard bienveillant du gouvernement de Tunis. Les arrestations arbitraires selon la couleur de la peau, le transport forcé vers les frontières, vers le désert libyen ou les montagnes algériennes sont devenus la gestion politique de la migration sous couvert de théorie du «grand remplacement». Cette politique de gestion des frontières n'empêche nullement les départs, ni — hélas! — les naufrages et les morts. Le peuple tunisien, qui a montré toute sa force dans le soutien actif au peuple palestinien depuis les massacres à Gaza, doit imposer une réponse politique à la hauteur des enjeux, à l'encontre s'il le faut de la politique de Kaïs Saïed.

Édouard Soulier

À lire sur le site



Argentine: grève générale, et après?, par Nicolas Menna



En Grèce, malgré les menaces, le mouvement étudiant se renforce!, par A. Sartzekis

USA Le syndicat de l'automobile appelle à préparer une grève générale tout en soutenant Biden

Le syndicat United Auto Workers (UAW) illustre à la fois les problèmes et les possibilités du monde du travail. La semaine dernière, son président Shawn Fain a soutenu la candidature du démocrate Joe Biden à l'élection présidentielle, tout en appelant à organiser une grève générale.



En 2023, après l'inculpation et la condamnation pour corruption de l'ancienne direction de l'UAW, Shawn Fain et un groupe de réformateurs ont été élus à la tête du syndicat. Fain et son groupe ont alors mené le syndicat dans une grève nationale remarquable contre les trois grands constructeurs automobiles américains. Comme je l'ai écrit à l'époque: «L'UAW a mené une grève de 45 jours contre les trois grands constructeurs automobiles américains — Ford, Stellantis et General Motors — avant de négocier un contrat en octobre et d'obtenir non seulement d'importantes augmentations de salaire et l'élimination des échelons, mais aussi d'empêcher sur le contrôle des entreprises sur leurs usines et sur l'industrie. Cela faisait des décennies que les États-Unis n'avaient pas vu un syndicat mener une telle grève de travailleurs industriels».

Vers un syndicat lutte des classes

Aujourd'hui, Shawn Fain a appelé les syndicats américains à organiser une grève générale... en mai 2028. S'exprimant lors de la conférence politique nationale de l'UAW, il a déclaré: «Nous voulons une grève générale. Nous voulons que tout le monde débraye, comme cela se fait dans d'autres pays». Bien qu'il y ait eu quelques grandes vagues de grèves, comme celles de 1919, des années 1930, de 1946 et de 1970, et quelques grèves générales à l'échelle d'une industrie ou d'une ville, il n'y a jamais eu de grève générale à l'échelle nationale. Pour parvenir à une telle grève, Fain a appelé les syndicats à fixer la date d'expiration de leurs contrats collectifs à mai 2028, comme l'a fait l'UAW.

Un tel appel sera difficile à concrétiser. La loi Taft-Hartley de 1947 a interdit les grèves de soutien, les grèves de solidarité et les grèves générales, et depuis les années 1970 et jusqu'à ces dernières années, les grèves ont considérablement diminué aux États-Unis. Les dirigeants syndicaux ont hésité à remettre en cause le statu quo et, jusqu'à présent, les travailleurEs n'ont pas eu la conscience, l'organisation et la combativité nécessaires pour le faire. Il est clair que l'appel de Fain à une grève dans quatre ans est une tentative d'attirer l'attention des travailleurEs et d'orienter la classe ouvrière vers une politique de lutte de classe.

Dans le même temps, Fain a annoncé que l'UAW, qui compte près d'un million de membres (400 000 actifs et 500 000 retraités), soutiendra Biden à la présidence, qualifiant son rival Donald Trump de «briiseur de grève» opposé à «tout ce que nous défendons». Le

président Biden avait rejoint les travailleurEs de l'UAW sur un piquet de grève l'année dernière, une première pour un président américain. Pourtant, un sondage interne de l'UAW réalisé l'été dernier a montré que 30% des membres soutenaient Biden, 30% soutenaient Trump et 40% étaient indépendants. Lors des dernières élections présidentielles, environ 60% des membres ont voté pour le parti démocrate. L'annonce de Fain vise à unifier les membres derrière Biden.

Le besoin d'un parti des travailleurEs

Les deux annonces de Fain révèlent les possibilités et les problèmes des travailleurEs. D'une part, une partie réduite mais significative de l'UAW et de la classe ouvrière en général est désormais prête à s'engager dans la lutte des classes. Mais l'orientation politique de la masse des travailleurEs est plus problématique. La direction

de l'UAW a décidé de soutenir Biden, le candidat d'un parti capitaliste. Certains membres de l'UAW refusent cette position en raison du soutien de Biden à la guerre génocidaire d'Israël contre la Palestine. Un nombre encore plus important de membres de l'UAW soutient Trump et sa politique raciste, misogyne, pro-business et autoritaire. Et la classe ouvrière elle-même n'a pas de force politique indépendante.

Les États-Unis n'ont pas eu de parti ouvrier important — parti du travail, socialiste ou communiste — depuis les années 1910. Et la création d'un tel parti n'a pas rencontré beaucoup de soutien depuis les années 1930. Bien que sa création ne soit pas à l'ordre du jour pour le moment, le besoin d'un tel parti de travailleurEs est clair, mais il devra être créé en luttant contre la bureaucratie ouvrière et le Parti démocrate. Les obstacles sont donc clairs eux aussi.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

AFRIQUE DE L'EST Éthiopie et Somaliland, l'accord de la discorde

Le nouvel accord entre l'Éthiopie et le Somaliland attise les discordes récurrentes dans la corne de l'Afrique, accentuant l'instabilité du trafic sur la mer Rouge.

Abiy Ahmed, dirigeant de l'Éthiopie, a choisi le premier jour de l'année pour annoncer la signature d'un mémorandum d'accord avec le Somaliland, une entité de la Somalie qui a fait sécession en 1991 et non reconnue par la communauté internationale.

Préoccupations convergentes

Cet accord non publié offre à l'Éthiopie l'accès au port de Berbera ainsi que l'installation d'une base navale. En échange, le Somaliland bénéficie d'une reconnaissance officielle d'État. Cet accord tend à répondre aux préoccupations des deux entités. Pour l'Éthiopie, pays enclavé, la question du débouché sur la mer est considérée comme existentiel. Sa séparation avec l'Érythrée en 1993 l'a privé de l'accès à la mer. L'Éthiopie

dépend donc à 95% du port de Djibouti, d'où sa volonté de diversification. Pour le Somaliland, être reconnu comme État par un grand pays d'Afrique est une victoire diplomatique.

Cet accord a été fortement critiqué par la Somalie qui dénonce une atteinte à sa souveraineté, et par l'Union africaine. Cette dernière a pour principe intangible la reconnaissance des frontières issues de la période coloniale afin d'éviter les conflits incessants entre pays. S'il y a eu des sécessions, c'est le cas de l'Érythrée et du Sud Soudan, elles ont été le fruit d'une entente avec les pays de rattachement.

Nouvelles alliances

Devant la forte opposition, l'Éthiopie tente de modérer la portée de ce traité. Elle souligne qu'elle est disposée à étudier positivement la demande de reconnaissance du Somaliland. Certes ce n'est pas le premier contrat entre le Somaliland et l'Éthiopie ou d'autres pays. Le changement est l'installation d'une base navale militaire éthiopienne. L'Afrique de l'Est est frappée par une série de conflits internes, au Sud Soudan, au Soudan, en Somalie, en Éthiopie dans

lesquels s'immiscent d'autres pays. Cet accord redessine les alliances qui s'étendent au-delà de la corne de l'Afrique en intégrant les puissances du Golfe. Si les États arabes unis (EAU) et l'Arabie saoudite sont ensemble dans la guerre contre les Houthis soutenus par l'Iran au Yémen, leur concurrence reste vive. Elle porte entre autres sur l'accès aux terres arables africaines, le leadership sur la mer Rouge et la diplomatie. Ainsi l'Arabie saoudite a choisi de signer un accord avec l'Iran et joue les médiateurs dans le conflit soudanais alors que les EAU soutiennent un des belligérants. Le risque est que les tensions dans cette partie de l'Afrique soient exacerbées sous la pression des pays du Moyen-Orient. Déjà des alliances se forment avec d'une part les EAU, l'Éthiopie, le Somaliland, la milice soudanaise de Hemedti, et de l'autre l'Arabie saoudite, la Somalie et l'Égypte.

Ces rivalités créées par les dirigeants entraînent les populations dans des conflits fratricides aux conséquences humanitaires désastreuses au détriment d'un vrai combat: celui contre la famine provoquée par les guerres et le changement climatique.

Paul Martial

HISTOIRE L'ÉMEUTE FASCISTE DU 6 FÉVRIER 1934 ET LA RÉACTION POPULAIRE

L'émeute contre la république parlementaire qui se déroule aux portes de l'Assemblée nationale dans la nuit du 6 février 1934 marque un tournant de l'histoire française de l'entre-deux-guerres. Ce jour-là, toute la droite fait bloc dans la rue contre le gouvernement du radical Daladier. Derrière les forces qui s'affrontent ce 6 février, se profilent les ombres d'Hitler, des tenants du régime de Vichy, et le combat antifasciste, le Front Populaire, la grève générale de juin 1936 et la résistance. **Par Patrick Le Moal**

6 FÉVRIER L'émeute impose la démission du gouvernement

Une étincelle met le feu aux poudres : «l'affaire Stavisky», du nom de l'escroc qui a émis pour 200 millions de faux bons de caisse, impliquant plusieurs personnes politiques et hauts fonctionnaires. Il «est suicidé» le 8 janvier. La droite exploite ce dernier scandale contre le Cartel des gauches (Radicaux et socialistes) élu en 1932 pour instaurer un État fort. Une dizaine de manifestations très violentes se déroulent à Paris en janvier 1934, organisées par les Camelots du roi, une branche de l'Action française, et les Jeunesses patriotes, mollement contenues par la police dirigée par Chiappe, proche de l'extrême droite¹.

La droite et l'extrême droite s'allient pour l'émeute

Le 27 janvier, le gouvernement démissionne, le radical Daladier ouvre au centre et mute Chiappe. L'Union nationale des combattants

L'extrême droite hostile au régime parlementaire est forte de 100 à 150 000 militantEs actifs dans plusieurs ligues nationalistes, groupes fascistes, royalistes dont une partie est militarisée.

(900 000 adhérents), dirigée par la droite, appelle alors à une manifestation le 6 février, le jour de l'investiture du gouvernement. Les organisations d'extrême droite s'y joignent, mais aussi l'organisation d'anciens combattants communiste, l'ARAC (Association républicaine des anciens combattants) sous le mot d'ordre : «Manifestez contre les bandes fascistes, contre le gouvernement qui les développe, et contre la social-démocratie qui, par sa division de la classe ouvrière, s'efforce de l'affaiblir», qui exprime la politique de l'Internationale communiste contre la social-démocratie vue comme une alliée du fascisme.

Les rendez-vous forment un cercle autour du palais Bourbon. Tous veulent un

À partir de 17 heures, les groupes les plus radicaux s'affrontent à la police qui barre l'accès à l'Assemblée

changement de gouvernement sinon de Constitution. Si l'UNC ne prépare pas un coup d'État, d'autres ont pour objectif la prise de l'Assemblée et sont armés de pétards, de rasoirs, de massues. À partir de 17 heures, les groupes les plus radicaux s'affrontent à la police qui barre l'accès à l'Assemblée.

Lorsqu'arrive l'UNC, autour de 15 000 à 20 000



Le défilé des ligues factieuses le 6 février 1934.

manifestantEs, dont 2 000 communistes (qui scandent «des soviets à Paris!»), occupent la place de la Concorde et les boulevards. Les attaques se succèdent dans la nuit, des coups de feu sont échangés. Il y a plus de 15 morts parmi les manifes-

tantEs, un chez les militaires, 655 manifestantEs blessés, 780 militaires et policiers. Pendant l'émeute, la confiance au gouvernement est votée. Mais le lendemain Daladier démissionne au profit d'un gouvernement d'union nationale avec des arrière-

pensées autoritaires dirigé par Doumergue². L'émeute a montré la fragilité du régime, mais aussi l'incapacité des ligues divisées à exploiter la situation.

1 - 175 policiers blessés, 1038 arrestations.
2 - Qui intègre Pétain au ministère de la Guerre.

12 FÉVRIER Les chemins de l'unité ouvrière

Alors que la division entre le PC et le PS, entre la CGTU et la CGT, fait rage, l'émeute provoque une réaction unitaire à la base. Un an après la victoire d'Hitler en 1933, derrière le gouvernement d'union nationale on voit le fascisme aux portes du pouvoir.

La réaction populaire

À Paris, la CGTU et la Fédération autonome des fonctionnaires manifestent le 9, le PC s'y joignant avec le slogan «À bas l'union nationale réactionnaire et fasciste préparée par le Parti radical et le Parti socialiste!». Lors de violents combats, la police tue 4 manifestants et en blesse 200.

La CGT appelait dès le 7 à la grève générale pour le lundi 12 février. La CGTU s'y rallie, le PC et le PS aussi, séparément. La préparation unitaire à la base, une nouveauté, donne des résultats : 4 millions de grévistes, une manifestation parisienne énorme, 100 000 personnes en deux cortèges qui fusionnent aux cris de : «Unité!».



ManifestantEs réunis sur le cours de Vincennes le 12 février 1934.

4 millions de grévistes, une manifestation parisienne énorme, 100 000 personnes en deux cortèges qui fusionnent aux cris de : «Unité!»

Des comités antifascistes se créent, comme le comité de vigilance des intellectuels antifascistes, proche des socialistes et des radicaux (CVIA).

Le tournant de Staline

Staline, face au régime nazi, change de cap et veut désormais un front avec les bourgeoisies

démocratiques. Il oriente le PC vers une unité avec les «groupements radicaux hostiles à la réaction». Lorsque Maurice Thorez¹ rentre de Moscou, il défend l'unité. Le PC construit un mouvement pacifiste contre le fascisme, le mouvement Amsterdam Pleyel. Tout va alors aller vite. En juillet, un pacte

d'unité d'action PC-PS est signé; en octobre, Thorez lance l'idée d'un «Front populaire pour le pain, la paix et la liberté»; en novembre, le socialiste Delmas, secrétaire du Syndicat national des instituteurs appelle au «Rassemblement populaire».

De l'unité ouvrière au Front populaire avec les radicaux

Le «Rassemblement populaire» qui organise la préparation de la manifestation du 14 Juillet 1935 regroupe plus de 50 organisations, comités antifascistes, partis, syndicats y compris autonomes, associations laïques, francs-maçons, travailleurEs chrétiens, anciens combattants, associations sportives et culturelles, etc. Les radicaux s'y intègrent après les élections locales qui les ont vu régresser au bénéfice du PC et du PS. On est passé du front unique des organisations ouvrières et démocratiques à une alliance des organisations ouvrières avec la bourgeoisie radicale, dont les défauts apparaîtront. Le 14 juillet 1935, c'est un raz-de-marée. À Paris, après un meeting où on prête serment de «rester unis pour la défense des libertés démocratiques», 500 000 manifestantEs défilent. Partout, les rassemblements soulèvent le même enthousiasme.

Le secrétariat du «Comité national de Rassemblement Populaire», composé de la LDH,

des partis de gauche, de la CGT, de la CGTU et des associations antifascistes est alors chargé de rédiger un programme électoral, qui sera publié en janvier 1936.

Le parcours malaisé de la fusion syndicale

Outre la CGT et la CGTU, un certain nombre de syndicats autonomes existent. Les initiatives unitaires locales se multiplient, certaines fusions sectorielles avancent, comme chez les cheminots en octobre 1934, mais les débats entre les confédérations sont laborieux, même si elles sont ensemble dans le Rassemblement populaire. La fusion est le produit de l'unité PC-PS, retardé car la direction de la CGT refuse l'existence des fractions communistes dans le syndicat. C'est seulement en septembre 1935 que les congrès décident la fusion, qui se fera en mars 1936, intégrant au passage des organisations restées autonomes à la scission de 1921. La CGT fusionnée regroupe 800 000 adhérentEs, un tiers provenant de la CGTU. De mars à mai 1936, 250 000 travailleurEs vont la rejoindre. Les mobilisations populaires unitaires en réaction à l'émeute du 6 février 1934 ont profondément modifié les organisations, le rapport de forces et la confiance pour se battre, ce qui fera la force de la grève générale de 1936.

1 - Le secrétaire général du PC.



ANTIRACISME**Plus que jamais pour l'abrogation de la loi asile immigration!**

La décision du Conseil constitutionnel sur la loi immigration souligne de manière magistrale une fois de plus l'état de déliquescence de la présidence Macron. Et nous oblige, parce que « le pouvoir de nuisance de cette loi Darmanin contre les migrantEs et les étrangerEs reste intact » (Gisti), à lutter pour son abrogation.

Darmanin voulait aller vite pour atteindre ses objectifs et « contrôler l'immigration et améliorer l'intégration ». Mais alors que le projet de loi avait donné lieu à maints débats dans toute la société, renforçant une ambiance de plus en plus raciste, la loi a été votée en procédure accélérée, procédé aussi peu démocratique qu'un 49.3.

De la politique politicarde de haut vol!

Les sénateurs LR et RN ont donné libre cours à leur haine des étrangerEs, à coups d'amendements xénophobes. Le projet gouvernemental contenait 27 articles, à la fin de la session du Sénat il y en avait 86! Sans majorité, ce gouvernement cynique avait besoin de leurs votes et a donc laissé passer des amendements alors qu'il savait que le Conseil constitutionnel les récuserait. Darmanin fanfaronne « jamais un texte n'a prévu autant de moyens pour expulser les délinquants et autant d'exigences pour les intégrer ». Mais c'est une victoire tactique, la victoire politique reste au RN! Qui va maintenant lutter pour une réforme de la constitution.

Abrogation de cette loi, la plus répressive depuis 1945

Le Conseil constitutionnel n'a pas validé 40% des articles. Certains ont été jugés anticonstitutionnels, comme d'imposer au Parlement de voter des quotas de migrantEs chaque année ou la prise par contrainte d'empreintes ADN par des policiers sans l'autorisation d'un magistrat. 32 articles, les cavaliers législatifs, sont écartés parce qu'ils n'ont pas de rapport avec la loi, ils pourront donc revenir. Il s'agit notamment de la caution étudiante, de la suppression de prestations sociales comme l'AME, de différentes aides et de l'hébergement d'urgence pour les personnes sous OQTF, du droit au séjour des étrangerEs malades, de la rétention d'enfants en CRA, de la remise en cause du droit du sol, ou encore du délit de séjour irrégulier.

Les 51 articles (27 du gouvernement et 24 du Sénat) restants sont dangereux. Ainsi pour l'obtention d'un titre de séjour d'une année (!) dans les métiers en tension, les travailleurEs devront signer un contrat d'engagement sur le respect des principes de la République. Le préfet a toute latitude pour refuser leur demande.

Les conditions de recours contre des décisions judiciaires sont durcies : à la CNDA (Cour nationale du droit d'asile), un juge unique prendra seul des décisions vitales pour les requérantEs, la vidéo-audience pour juger du maintien en CRA découragera les personnes. La durée d'assignation à résidence est prolongée, la double peine s'applique aux étrangerEs délinquantEs, leur expulsion est facilitée y compris pour ceux arrivés avant leur 13 ans ou parents d'enfant français.

Plus que jamais nous luttons avec les sans-papiers pour la régularisation de touTEs et l'égalité des droits!

Roseline Vachetta

PAYSANS Contre l'agriculture capitaliste, saine colère et basses manœuvres

Entre détresse et colère paysanne, récupération de l'extrême droite, hypocrisie de la FNSEA et du gouvernement, urgences sociale, climatique et écologique... les mobilisations agricoles secouent l'Europe.

Premier constat, le nombre de fermes comme celui des paysanNEs a drastiquement diminué. La Confédération paysanne parle d'« un plan de licenciement massif ». Deuxièmement, les inégalités sont immenses : si 18% des ménages agricoles vivent en dessous du seuil de pauvreté avec moins de 13 000 euros par an, à l'autre bout, certains sont de riches industriels comme le président de la FNSEA, Arnaud Rousseau, qui exploite 700 ha (soit 10 fois la taille moyenne) et préside le groupe agro-industriel Avril.

Revenu, accès à la terre

La première question est donc celle du revenu, le Smic est un minimum pour touTEs. Il doit être garanti non seulement par des prix justes et stables contre les profits des industriels et distributeurs, mais aussi par des aides et politiques fiscales favorisant la justice sociale et les pratiques écologiques contrairement aux aides à l'hectare qui profitent aux plus gros, et par un moratoire sur les dettes pour en finir avec l'étranglement par les banques. Le revenu est indissociable de l'accès à la terre qui exige de stopper l'artificialisation et la course à l'agrandissement et, à l'inverse, de favoriser l'installation et l'usage, qui ne signifie pas nécessairement la propriété, avec des baux protecteurs, des



formes coopératives, des communs municipaux ou régionaux...

Le jeu de la FNSEA

Alors qu'elle cogère depuis des dizaines d'années la politique agricole, la FNSEA tente de chevaucher la révolte pour satisfaire toujours l'agriculture productiviste et l'industrie chimique contre la biodiversité et le climat, mais aussi contre la santé des paysanNEs et des populations. Elle refuse les zones de non-traitement, l'encadrement des prélèvements d'eau, le plan Écophyto (c'est-à-dire la réduction de moitié de l'utilisation des pesticides d'ici à 2030), et exige un « moratoire sur les interdictions » des pesticides...

Une agriculture pour le climat

Le rapport du Haut Conseil pour le climat montre que si l'agriculture est une cause importante du changement climatique, elle en est aussi l'une des premières victimes. Depuis 1961, le changement climatique a déjà réduit la productivité totale de l'agriculture mondiale de 21%. L'agroécologie et l'agriculture biologique sont des solutions. Arrêter les engrais chimiques azotés, décarboner l'ensemble du système alimentaire, avec une alimentation saine et beaucoup moins carnée, réduire les émissions dues au transport et les gaspillages sont autant de mesures qui s'en prennent

à l'agro-industrie, à l'industrie de la viande, à la grande distribution, aux accords de libre-échange... et peuvent être la base d'une alliance entre paysanNEs et écosocialistes. Concrètement, une Sécurité sociale de l'alimentation, avec des financements massifs pérennes par l'extension du régime général, permettra la prise en main démocratique de toute la chaîne production-transformation-distribution-consommation.

La situation est explosive

Le gouvernement ne s'y trompe pas. Il continuera de donner toujours plus de gages à la FNSEA, comptant sur sa fidèle alliée pour faire rentrer le fleuve dans son lit. Il reste aussi dans la ligne traditionnelle de tolérance face aux blocages et actions violentes venant des agriculteurs (ou des chasseurs!) qui contraste avec la violence policière, dont il a usé à Sainte-Soline, et la sévérité des peines de justice à l'égard des activistes écologistes. L'enjeu est bien de défendre ensemble des réponses émancipatrices, à la fois écologiques et sociales (écosocialistes!) pour empêcher l'extrême droite d'instrumentaliser la souffrance d'une partie du monde agricole et de l'orienter vers des réponses nationalistes, anti-écologiques et antisociales.

Commission nationale écologie

INFLATION**Les prix de l'électricité sous haute tension**

Le 1^{er} février les prix de l'électricité vont augmenter de presque 10% pour les particuliers (entre 8,6% et 9,8%) mais moins pour les entreprises (entre 5,2% et 8%). Cette hausse insupportable pèse sur les plus pauvres alors que la précarité énergétique atteint des records.

Le gouvernement justifie la hausse des prix de l'électricité par la fin progressive du bouclier tarifaire.

Un choix politique

Depuis 2022, l'État absorbe une partie des factures d'électricité mais ce bouclier tarifaire ne concerne que la moitié des logements et est insuffisant : en trois ans les prix de l'électricité ont augmenté de 45% malgré les 40 milliards d'euros dépensés par l'État.

Le scandale, c'est que les prix flambent alors que les coûts de production de l'électricité changent peu ! Le marché de l'électricité a été libéralisé au niveau européen, ouvrant la voie aux fournisseurs qui ne produisent pas d'électricité mais spéculent sur les prix en instrumentalisant la guerre en Ukraine. La hausse des prix de l'électricité ainsi que les milliards d'euros du bouclier tarifaire vont directement dans les poches des grands énergéticiens.

Une crise énergétique et sociale

Ce racket orchestré au niveau européen augmente fortement la précarité dans un contexte de baisse du salaire réel. En 2023, 31% des consommateurEs d'énergie ont déclaré avoir eu des difficultés à payer leurs factures. Plus de 860 000 logements ont été privés d'électricité à la suite de factures impayées. 12 millions de personnes sont considérées en situation

HAUSSE DE L'ÉLECTRICITÉ : BRUNO LEMAIRE NOUS A-T-IL PRIS POUR DES IMBÉCILES?



de précarité énergétique. Ces chiffres battent tristement des records...

Comme l'hiver dernier, le gestionnaire du réseau RTE mesure une baisse de la consommation d'électricité, dans tous les secteurs, d'environ 8% par rapport à avant la crise sanitaire, une fois corrigée des effets de température. L'ancienne ministre Pannier-Runacher affirmait que la baisse de consommation d'électricité était liée aux mesures de sobriété du gouvernement. Quel mépris! Les études de précarité énergétique, notamment celles

faites par les services de l'État, démontrent que la baisse est très majoritairement due à la flambée des prix de l'électricité et à l'inflation.

Pour la gratuité des besoins de base en énergie!

S'il est nécessaire de diminuer notre consommation d'électricité, la méthode doit être l'inverse de celle du gouvernement. Au lieu de libéraliser le marché au point que les plus modestes limitent leur chauffage à cause de la flambée des prix, nous luttons pour la gratuité des besoins de base en énergie assurée par un service 100% public de l'énergie. Cet accès universel et gratuit à l'énergie serait accompagné d'une tarification fortement progressive pour limiter le gaspillage des riches. À Paris, les logements dans les arrondissements les plus riches consomment jusqu'à 5 fois plus d'énergie que dans les arrondissements les plus pauvres qui souffrent pourtant du manque de rénovation thermique des bâtiments. Alors, qui doit payer la crise énergétique?

Commission nationale écologie

À lire sur le site

Encore une relaxe à Strasbourg



À Paris, vite la municipalisation du centre de santé du Moulinet!

Vie du NPA

CONSEIL POLITIQUE NATIONAL

Dans la rue... et bientôt dans les urnes ?

Le week-end dernier, la direction nationale du NPA était en réunion en plein contexte de mobilisation des agriculteurEs. Une colère sociale qui apparaît comme un précipité de la situation sociale et politique.

Ce sont les éléments saillants de cette situation qui ont été analysés et débattus lors de la première journée de réunion. Une période d'instabilité profonde sur fond de redéploiement des impérialismes à l'échelle internationale, de fuites en avant des capitalistes pour préserver leurs profits, et de renforcement d'un bloc droitier et autoritaire qui amplifie le danger de l'extrême droite. Et si des résistances existent, à cette étape elles peinent à contenir cette offensive, d'autant que, comme dans le mouvement des agriculteurEs avec la FNSEA en embuscade, des aspirations et revendications contradictoires peuvent quelquefois s'y mêler.

Ce n'est pas le cas du mouvement de solidarité avec la Palestine ou de la lutte contre l'odieuse loi Darmanin contre l'immigration, des mobilisations exemplaires qui viennent de loin et qui durent, et au sein desquelles notre organisation a pris toute sa place. Construire l'unité ; porter la radicalité ; organiser la mobilisation, avec par exemple la nécessité de construire des comités ou cadres Palestine sur les lieux de vie, d'étude, et dans les syndicats. Des perspectives qui irriguent largement la résolution, ainsi que la motion pour une campagne nationale unitaire antifasciste, deux textes adoptés par le CPN.

Les européennes en préparation

Les prochaines élections européennes seront elles aussi un concentré de là où nous en sommes. À la radicalisation des classes dirigeantes, à leurs attaques austéritaires portées par une Union européenne à leur seul service, nous pensons nécessaire de regrouper dans les urnes la gauche qui n'a pas renoncé à changer la société, à défendre un programme de rupture répondant aux besoins sociaux et environnementaux, soit-il au prix d'un affrontement avec le carcan des traités européens. Après deux rencontres avec La France insoumise, la motion très largement adoptée tient lieu de bilan d'étape et donne mandat afin de tenter d'aboutir à une participation du NPA à la liste d'union populaire initiée par LFI. Parce que, face aux vents mauvais, marcher séparément mais frapper ensemble peut aussi se décliner dans les urnes.

Signalons enfin que la deuxième journée de réunion a plutôt été consacrée à des questions de vie et de fonctionnement internes, des moments nécessaires pour construire le NPA ces prochains mois. C'est ainsi qu'une motion a été adoptée pour lancer le chantier de notre 6^e congrès qui devrait se tenir au plus tard en novembre 2024. Car plus que jamais, nous avons besoin, dans ces temps pour le moins compliqués, de faire vivre un outil radical, révolutionnaire et unitaire indépendant.

Manu Bichindaritz

Librairie La Brèche

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

► la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e, M^o Daumesnil

★ la-breche.com

01 49 28 52 44
contact@la-breche.com

Culture

ANGOULÊME Pour un festival de la BD internationaliste!

Nous ne reviendrons pas dans cet article sur le festival officiel et ses différents lauréats. L'auteur de ses lignes ne se sent pas non plus compétent pour faire un retour critique des différentes BD proposées (bien que plusieurs d'entre elles seront chroniquées dans les prochaines semaines). Nous pouvons néanmoins dire que 2024 est un grand cru de la création artistique. Les étalages de différentes maisons d'édition fournissaient de magnifiques livres à découvrir. Outre la version «In» du festival, énormément de «Off» étaient organisés, dont le «Future off» qui a rassemblé près de 80 artistes et collectifs, français et internationaux, autour de la micro-édition. Preuve que des versions alternatives existent.

La lutte s'invite

Les étudiantEs en art d'Angoulême avaient décidé d'organiser une manifestation pour demander plus de moyens pour les écoles d'art publiques. Celle-ci, sous forme de carnaval revendicatif, est partie de l'EESI pour rejoindre

Comme tous les ans, le Festival international de la Bande dessinée a attiré des milliers et des milliers de personnes à Angoulême. Cette année, les militantEs du NPA se sont activés pour faire de ce festival, non seulement un moment international, mais bel et bien une lutte internationaliste.



le cœur du festival en scandant différentes revendications.

La Palestine était bien entendu présente à Angoulême. Durant tout le festival, le collectif de solidarité local a tenu un stand. Nous y présentions les différentes œuvres faites pour l'occasion par des artistes sensibles à la cause palestinienne. Sous forme de

cartes postales et d'affiches, nous vendions des Handalás mettant en scène les personnages fétiches des artistes ayant accepté de faire ce geste de solidarité.

Une manifestation dans le centre ville

Le samedi, nous avons organisé une manifestation, qui a rassemblé

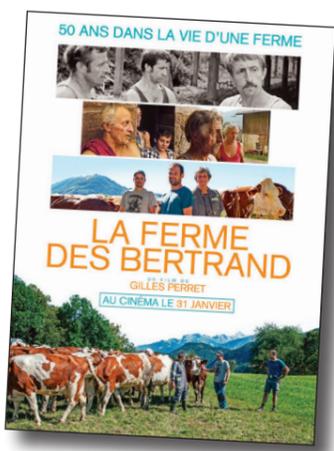
plusieurs centaines de personnes. Deux banderoles étaient ornées de dizaines de dessins réalisés tout au long du festival par des artistes volontaires. Au moment de la manif, la ministre Rachida Dati se montrait dans le centre ville. Plusieurs slogans hostiles ont alors fusé : «Rachida Dati, reste dans ta mairie, on veut pas de toi ici!» Enfin, le dimanche matin, une table ronde était proposée, pour discuter de l'art et de la BD en Palestine, autour notamment de l'œuvre de Mohammad Sabaaneh, Je ne partirai pas.

Cette édition, nous voulions, collectivement, en faire autre chose qu'un festival lisse et commercial. C'est plutôt une réussite, que nous devons être capables de réitérer l'an prochain, avec encore plus de personnes. Oui à une culture engagée, alternative, internationaliste!
Alexandre Raguet

CINÉMA La ferme des Bertrand, de Gilles Perret

Documentaire français, durée 1h 22 min, sortie le mercredi 31 janvier.

Ce film documentaire raconte l'histoire d'une famille paysanne sur une période de cinquante ans, à trois moments différents. Il se trouve qu'en 1972, Marcel Trillat avait fait des images sur cette ferme pour un reportage télévisé. Un quart de siècle plus tard, Gilles Perret le réalisateur voisin de cette ferme qui se situe dans son village d'enfance, va à son tour filmer ces mêmes paysanEs qu'il connaît très bien et qu'il apprécie, qui sont alors à la veille de leur retraite. Enfin, vingt-cinq ans plus tard à nouveau, Gilles se remet à filmer la ferme avec la nouvelle génération qui prend la relève.



Lucidité

On suit ainsi, grâce notamment au montage de Stéphane Perriot qui permet des allers-retour simples entre les trois périodes, l'histoire touchante d'une famille au fil des générations. Nous y voyons les beaux paysages de montagne, la succession des saisons, les progrès techniques dans l'agriculture et ses conséquences sur les conditions de travail et de vie. Et puis surtout, nous entendons les paroles de ces paysans et paysannes, des réflexions parfois étonnantes, d'une lucidité et belle dignité, sur leur vie, leur amour de la terre et des animaux, de leur métier aussi. Tout y est paisible mais c'est un peu trompeur car le film montre les conditions de vie difficiles sans les dramatiser. Il y a les journées à rallonge, l'isolement, pas trop de liberté de mouvement avec l'attache toute l'année sur les terres et avec les bêtes...

Au pays du Reblochon

On ne sait pas si ça va aider ou pas : le film est sorti en pleine semaine de colère et d'opérations de blocages des agriculteurEs, mettant ainsi au-devant de l'actualité les vies galères pour les paysanEs, les plus modestes surtout, car on sait que les gros, les capitalistes de l'agriculture s'enrichissent et profitent bien du système productiviste. Dans le récit de Gilles Perret, c'est plutôt

la petite paysannerie, qui ne cherche pas à grossir, qui s'en sort plutôt pas mal dans une vallée protégée (le pays du Reblochon) et qui ne détruit pas l'environnement avec des pesticides. C'est un film très intéressant, à la fois très humain, social et politique, qui permet une réflexion sur les modes de vie paysans, sur le travail, sur la transmission, sur la société.

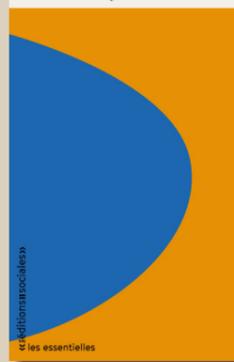
Philippe Poutou

Annnonce

Les Théories sur la plus-value de Karl Marx enfin disponibles !

Les Éditions sociales publient une nouvelle édition des Théories sur la plus-value. Cette édition reprend la traduction française dirigée par Gilbert Badia d'après l'édition allemande MEW. La publication des trois volumes par les Éditions sociales avait été saluée pour sa rigueur et son appareil critique éclairant les passages difficiles. Il s'agit de la seule traduction complète et scientifique de ce bloc de pénétration des logiques du capital. Disponible à nouveau après plusieurs années, elle est enrichie d'une préface inédite de Riccardo Bellofiore.

Karl Marx
Théories
sur la plus-value



Depuis 2006, les nouvelles Éditions sociales s'attachent à faire vivre une ligne éditoriale marxiste, englobant toutes les sensibilités politiques et théoriques. Dans le contexte actuel où les idées réactionnaires prospèrent, un tel projet est un combat de tous les jours. C'est pourquoi nous avons besoin de vous.

Pour aider à financer ce projet de réédition de grande ampleur, nous lançons une souscription spéciale. Précommandez avant le 4 avril sur la boutique en ligne (<https://boutique.editionssociales.fr>) ou envoyez un courrier avec vos informations (nom et prénom, adresse de livraison, email et téléphone) et un chèque à l'ordre des Éditions sociales, 21 rue Mélingue, 75019 Paris et recevez chez vous les trois tomes des Théories sur la plus-value, réédités en un seul volume, pour 60 € (au lieu de 70 €), frais de livraison offerts avec le code theories2024. Le tirage est limité à 500 exemplaires.

Commandez dès maintenant votre exemplaire et soutenez les Éditions sociales !

«Éditions sociales»

AGRICULTURE « La Confédération paysanne réclame un accompagnement pour engager une transition vers l'agro-écologie »

Entretien. Alors que les agriculteurEs se battent pour un revenu décent et la reconnaissance de leur métier, non sans certaines contradictions parmi elles et eux, nous avons rencontré **Olivier Lainé**, militant de la Confédération paysanne en Seine-Maritime (76) et membre de sa commission climat, qui nous explique les raisons de la colère et les revendications.



La Conf' en lutte avec la FNSEA, ce n'est pas courant, qu'en dis-tu ?

Les manifestations agricoles qui s'étendent en Europe et en France expriment une crise du revenu et de la reconnaissance de nos métiers. La Confédération paysanne, membre avec d'autres syndicats européens de Via Campesina, en dénonce les causes depuis des années. La libéralisation et l'industrialisation de l'agriculture sont la conséquence des choix politiques faits par le gouvernement en cogestion avec la FNSEA qui s'oppose au plafonnement des aides, à l'augmentation des aides agro-environnementales, qui nous pousse vers les productions d'énergie pour remplacer un vrai revenu de notre production agricole, qui encourage l'agrandissement et la course à la compétitivité pour développer nos exportations. La crise agricole qui se manifeste aujourd'hui montre les limites du modèle construit depuis des années par la FNSEA. Pour autant, dans cette période de crise, les paysanNEs se mobilisent et c'est une bonne chose. La Conf' est naturellement à leurs côtés.

Peux-tu détailler plus précisément les causes de la crise ?

Les causes sont multiples. D'abord, il y a la course à l'agrandissement, véritable compétition entre paysanNEs pour accéder au foncier (de plus en plus cher à l'achat) ou à la location (les droits au bail), qui conduit à l'endettement et à la disparition des paysanNEs (perte de 20% des fermes en dix ans). Quand j'ai démarré mon activité, en 1982, les paysanNEs représentaient 7% de la population active. En 2022, c'était moins de 2%. Dès qu'unE agriculteurE part à la retraite, la plupart du temps sa ferme part à l'agrandissement de ses voisins, ou bien celui qui a déjà la plus grosse structure récupère les terres. Dans ma région, pour 4 fermes cédées, 1 seule est reprise, les 3 autres sont rattachées à d'autres fermes. Ensuite, une politique libérale de compétition sur le marché mondial nous force à nous aligner sur des prix de plus en plus bas, en concurrence avec des pays qui n'ont pas les mêmes normes sociales, environnementales, alimentaires. Les traités de libre-échange nous sont défavorables. Comme, par exemple, les accords votés en novembre dernier au Parlement européen (88% de pour), avec la Nouvelle-Zélande, qui pourraient entrer en vigueur dès juin 2024, pour l'importation de 38 000 tonnes de moutons et 10 000 tonnes de bovins, de 15 000 tonnes de poudre de lait et 25 000 tonnes de fromage.



FACEBOOK CONFÉDÉRATION PAYSANNE

Une politique libérale de compétition sur le marché mondial nous force à nous aligner sur des prix de plus en plus bas, en concurrence avec des pays qui n'ont pas les mêmes normes sociales, environnementales, alimentaires

Tout cela, après avoir parcouru 20 000 km, sera vendu moins cher et viendra concurrencer des productions locales. Enfin, il faut discuter la répartition des aides de la PAC qui vont principalement aux « gros », ceux qui ont de la surface, comme les céréaliers. Notons que le président de la FNSEA, céréalier dans la Brie, exploite avec sa femme 700 ha de terres, et son niveau de revenu qui est dû aux aides de l'Europe est colossal.

Peux-tu revenir sur le revenu annuel moyen des paysanNEs ?

11 000 agriculteurEs touchent le RSA, 41 000 la prime d'activité, 1 paysanNE sur 10 dépend des allocations de solidarité. Sans compter toutes celles et ceux qui ne les touchent pas, découragés par les démarches administratives complexes. La profession souffre des prix non rémunérateurs. Par exemple, le prix du lait bio : payé 480 euros/1000 litres en 2023, pour un prix de revient de 550 euros. Et c'est la même chose en conventionnel et dans beaucoup d'autres filières. Les prix agricoles ne couvrent pas nos coûts de production, et nous ne pouvons pas répercuter les hausses de charges sur nos prix de vente (énergie, aliments, assurances, entretien, etc.). Pareil pour la hausse du GNR (gazole non routier). Les politiques agricoles inégalitaires bénéficient avant tout aux grandes exploitations. Les aides directes non plafonnées favorisent les grandes fermes au détriment des petites et moyennes. Ce qui explique que, sans moyens à la hauteur, de nombreuses fermes hésitent à s'engager dans des changements de pratiques,

alors qu'une grande partie des agriculteurEs seraient intéressés pour le faire. Qui accepte de transformer radicalement son système quand le revenu est précaire, l'avenir incertain et les investissements colossaux ?

Beaucoup de paysanNEs se tournent vers la méthanisation, l'agrivoltaïsme pour avoir des complémentements de revenus. Des énergéticiens sont à l'affût du business. Est-ce pour toi une solution ?

La Confédération paysanne défend la méthanisation pour valoriser les effluents, lisiers... Là où le système est perverti, c'est quand on cultive des céréales (comme le maïs, très méthanogène) pour alimenter les méthaniseurs. Les CIVES (céréales intermédiaires à vocation énergétique) sont quasi impossibles à cultiver dans les régions soumises à la sécheresse. Quant à l'agrivoltaïsme, il pose le problème du foncier. Le projet gouvernemental est de couvrir de panneaux 45 000 hectares prochainement. Ça ne va pas du tout. Les toits des parkings, immeubles... pourraient être équipés de panneaux.

Le mouvement actuel n'aborde pas l'idée que le sort de tous les travailleurs et travailleuses est lié, qu'on travaille en usine, dans un bureau, à l'hôpital ou la terre. Qu'en penses-tu ?

Peut-être que la Confédération paysanne n'insiste pas assez là-dessus. Oui, le sort des producteurs et des consommateurs est lié. Les salaires sont trop bas, l'inflation mine les petits budgets. C'est aussi pour ça que la Conf' défend la perspective d'une sécurité sociale de l'alimentation, comme une nouvelle branche de la Sécu.

Le problème de l'agriculture ne se réduit pas aux « normes environnementales ». Les défis écologiques de l'agriculture sont nombreux et il est irresponsable de vouloir les éviter

Quelles perspectives pour la suite ?

Le problème de l'agriculture ne se réduit pas aux « normes environnementales ». Quand elles seront supprimées, aura-t-on une hausse de nos prix et une baisse de nos charges ? Non bien sûr. Les défis écologiques de l'agriculture sont nombreux, et il est irresponsable de vouloir les éviter : pollution par les produits phytosanitaires (l'eau n'est pas potable dans de nombreux captages de Seine-Maritime), érosion des sols, disparition des puits de carbone que sont les prairies naturelles, destruction des paysages, de la biodiversité, contribution aux émissions de gaz à effet de serre. Refuser aujourd'hui la transition écologique, c'est ignorer la question du dérèglement climatique qui risque de compromettre la production agricole, notre alimentation et l'avenir de l'humanité.

La Confédération paysanne préfère regarder cette vérité en face, et réclamer un accompagnement pour engager une transition vers l'agro-écologie. Et ceci en préservant nos revenus, qui est la condition première pour que les paysanNEs acceptent de s'engager dans des changements. Et en nous protégeant de la concurrence déloyale des importations à bas prix.

Refuser aujourd'hui la transition écologique conduirait à un divorce entre les paysanNEs et les attentes sociales. Si nous voulons que les consommateurs nous comprennent et nous suivent, nous devons nous aussi faire la démarche d'être à l'écoute des enjeux sociétaux.

Propos recueillis par la Commission nationale écologie

Suis-nous

<https://linktr.ee/lanticapitaliste>

lanticapitaliste.org
NPALanticapitaliste
L_anticapitaliste
Lanticapitalis1
anticapitaliste.presse
lanticapitaliste



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois,

L'Anticapitaliste
la revue

Le n°152 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

L'Anticapitaliste, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois L'Anticapitaliste chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion.presse@npa2009.org

L'image de la semaine

